

Le gouvernement québécois s'apprête à anéantir les efforts déployés depuis plusieurs années en faveur de l'égalité pour les femmes

C'est au nom de Récif 02 – Table de concertation des groupes de femmes Saguenay–Lac-Saint-Jean et en tant que membre du Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec que nous tentons de mettre en garde le gouvernement québécois : **les importantes coupes budgétaires qu'il s'apprête à effectuer auront un impact dévastateur sur les femmes de toutes les régions du Québec.**

Aux motifs de procéder à l'assainissement des finances publiques et de faire la lutte au déficit, l'administration Couillard a déjà effectué des coupures en éducation qui se reflètent notamment dans les coûts effarants des frais que doivent déboursier les familles en début d'année pour du matériel scolaire sans parler des effets sur les services directs aux élèves comme l'aide aux devoirs. De plus, ces coupes ont eu comme conséquence directe la disparition des bureaux régionaux du ministère de l'Éducation. Ces directions régionales sont responsables du Concours Chapeau les filles, des projets novateurs et du suivi en orientation scolaire permettant de diversifier les choix de carrière des filles et favoriser l'insertion des filles et des femmes dans les métiers traditionnellement masculins. Selon la coordonnatrice du Réseau des Tables, Blanche Paradis : « Tous ces effets se font sentir avant même d'autres restrictions budgétaires annoncées qui atteindront inévitablement les personnes les moins bien nanties, dont les femmes. »

En santé, le gouvernement prévoit aussi de nouvelles compressions. Les femmes sont les principales utilisatrices des services de santé car elles vivent plus longtemps et sont souvent responsables des soins aux enfants. Elles absorbent donc la plus grande part des hausses de tarification des services qu'elles doivent déboursier comme utilisatrices. Les femmes constituent majoritairement ce que l'on appelle « les proches aidantes ». Elles compensent pour le manque de services à domicile, ce qui les oblige parfois même à quitter leur emploi ou à travailler à temps partiel. Les femmes représentent 80 % de la main-d'œuvre en santé. Ce sont elles qui majoritairement font face à des conditions de travail exténuantes ayant des impacts sur leur santé quand ce n'est pas sur leur revenu de travail. Il est clair que toute restriction budgétaire en santé atteint directement les femmes et constituent un poids économique et social qu'elles doivent porter en toute injustice et iniquité », de préciser Joanne Blais, présidente du Réseau des Tables.

Le gouvernement québécois s'apprête aussi à attaquer deux programmes sociaux gagnés de haute lutte par les femmes et qui contribuent à leur quête d'égalité : les services de garde et les congés parentaux. Alors que la rentabilité économique et sociale de ces programmes a été démontrée, on parle d'en éliminer l'universalité et d'en réduire l'accessibilité.

Pour en rajouter, et dans le non-respect des ententes signées, des directives ministérielles ont gelé jusqu'à ce jour l'envoi des fonds destinés au financement des initiatives de partenariat en région visant l'égalité pour les femmes en plus de couper de moitié les fonds octroyés au programme *À égalité pour décider*. Sabrer dans ces programmes, c'est mettre en péril des avancées pour les femmes, c'est fragiliser les ressources humaines et les organismes qui travaillent pour l'égalité des femmes en région. Comment peut-on sérieusement se projeter dans l'avenir pour améliorer les conditions de vie des

femmes dans ce climat d'incertitude et de bouleversements annoncés? Dans notre région, c'est le soutien aux élues municipales qui est présentement affecté.

Nous constatons qu'à ce jour, l'administration Couillard ne tient nullement compte de l'impact, sur toutes les femmes, des décisions budgétaires qu'elle a prises ou s'apprête à prendre. Ces décisions portent atteinte à l'avancement concret de l'égalité et ajoutent des obstacles supplémentaires pour les femmes qui font face à des discriminations en raison de leur handicap, leur origine ou la couleur de leur peau. L'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est douloureusement absente des choix mis de l'avant par les instances gouvernementales, occasionnant de graves reculs en terme d'égalité pour les femmes. Il est encore temps de changer de cap pour faire route vers plus d'égalité entre les sexes et vers plus de justice sociale : c'est l'appel que les Tables régionales de groupes de femmes lancent aujourd'hui au gouvernement.

*Audrée Villeneuve
Coordonnatrice Récif 02
Au nom des 10 000 femmes que nous représentons en région*